

# Référendum en Écosse : l'UE craint une contagion indépendantiste

Le Point - 14/09/2014

*Le vote du 18 septembre rend nerveux les dirigeants européens, qui agitent la menace de rejeter Édimbourg hors de l'Union européenne.*

Redoutant une contagion, les dirigeants européens ont du mal à cacher leur nervosité face à la perspective d'une indépendance de l'Écosse et agitent la menace de rejeter Édimbourg hors de l'UE. Cette semaine, un porte-parole de la Commission européenne a refusé de commenter les derniers sondages donnant le non et le oui au coude-à-coude, soulignant qu'il s'agissait d'une "affaire intérieure".

Mais son président, José Manuel Barroso, s'était attiré les foudres des indépendantistes écossais en février lorsqu'il avait déclaré qu'il serait "extrêmement difficile, voire impossible", pour une Écosse indépendante de rejoindre l'UE. "Il sera bien sûr très difficile d'obtenir l'accord de tous les autres États membres de l'UE pour accepter un nouveau pays venant d'un autre État membre", avait-il déclaré.

Il avait cité l'Espagne, confrontée aux revendications séparatistes, qui a refusé de reconnaître le Kosovo. "C'est d'une certaine façon une situation similaire, car il s'agit d'un pays nouveau", avait-il ajouté. Une maladresse que les indépendantistes écossais s'étaient empressés de dénoncer en distinguant leur référendum, consenti par Londres, à la déclaration d'indépendance du Kosovo unilatérale et contestée par la Serbie.

## **"Une situation difficile pour l'UE"**

La promesse d'un casse-tête institutionnel pour Bruxelles a amené certains dirigeants à faire des "déclarations étonnamment politiques", souligne Nicola McEwen, professeur au Centre écossais du changement constitutionnel. "C'est vraiment une situation difficile pour l'Union européenne", note lui aussi Pablo Calderon Martinez, en charge des études européennes au King's College de Londres.

L'UE, qui a déjà fort à faire avec une économie en berne et un chômage élevé, notamment chez les jeunes, se passerait bien de la discussion qui s'annonce orageuse sur la façon dont une Écosse indépendante, très pro-européenne, devrait être traitée. D'autant plus qu'à l'Est, les agissements de la Russie en Ukraine inquiètent les pays Baltes à fortes minorités russophones qui pourraient réclamer plus d'autonomie.

## **"Décourager la Catalogne"**

"Personne ne veut avoir à régler ce problème, alors qu'il y a des crises en Ukraine, au Moyen-Orient, en Irak", fait observer Montserrat Guibernau, professeur en sciences politiques à la Queen Mary University de Londres.

Une chose est sûre : "Un nouvel État indépendant deviendrait, du fait de son indépendance, un État extérieur à l'Union européenne", a résumé dès 2013 le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, interrogé alors sur la Catalogne. Il lui faudrait donc demander à adhérer à l'UE, "selon les procédures d'accession connues", ce qui pourrait durer jusqu'en 2020, selon les experts. "Dans tous les cas, cela serait soumis à ratification par tous les États membres", avait-il poursuivi.

Les Catalans, qui ont manifesté en masse pour l'indépendance cette semaine à Barcelone, mais aussi les Basques, suivent avec attention le référendum, alors que Madrid refuse d'envisager toute indépendance de ses régions. "Les Espagnols, et probablement les Français aussi, feront probablement tout ce qu'ils pourront pour empoisonner l'existence de l'Écosse au sein de l'UE afin de décourager la Catalogne", estime Pablo Calderon Martinez.

### **"Un sujet de fierté pour l'UE"**

Même le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a dit cette semaine qu'il préférerait "imaginer que le Royaume-Uni reste uni".

"Je ne pourrais imaginer un scénario dans lequel l'Écosse serait le seul pays d'Europe à être exclu", note toutefois Nicola McEwen. Les indépendantistes écossais espèrent arracher une modification des traités, ce qui leur permettrait de rester dans l'UE avant l'indépendance officielle, prévue début 2016.

Certains experts citent l'exemple de l'Allemagne de l'Est après la réunification, jugeant qu'après des discussions initialement difficiles, une adhésion pourrait être envisagée en deux ou trois ans. Pour Nicola McEwen, Bruxelles a intérêt à s'en sortir par le haut. "Cela pourrait devenir un sujet de fierté pour l'UE, car ce n'est pas toujours ainsi que les différends territoriaux sont résolus."